



**Manifeste du Mouvement de la Gauche démocrate et citoyenne,
laïque, écologique et sociale**

Notre constat : Il est urgent que les peuples européens lèvent l'étendard d'une révolution démocratique et citoyenne, car l'Europe s'enfonce dans une crise profonde. Nos gouvernements sont sous la coupe des financiers. S'indigner ne suffit pas. Avec tous ceux et celles qui refusent de se résigner, nous nous organisons pour résister, reprendre notre destin en main et bâtir une Europe conforme à nos valeurs, qui protège les Européens au lieu de les livrer en pâture dans une mondialisation sauvage.

Gauche. Nous sommes en rupture avec la pensée unique et le modèle néolibéral, qui régit l'Union européenne et les relations internationales avec la complicité, disons-le clairement, des sociaux-démocrates.

Loin de ses idéaux fondateurs, l'Europe aggrave les inégalités sociales. Pro-européens, nous ne voulons pas de cette Europe où 1% de la population s'approprie la richesse produite aux dépens des 99% autres et où le fossé s'accroît entre les personnes socialement plus faibles, la classe moyenne en voie de précarisation et la caste des nantis. C'est inacceptable.

Il y a deux poids, deux mesures. D'une part, l'Etat trouve des milliards pour le système financier ; d'autre part, les grandes entreprises ferment ou licencient à tour de bras et les ménages ont de plus en plus de mal à boucler leur fin de mois. D'un côté, les PME et les travailleurs – qu'ils soient salariés ou indépendants – ploient sous l'impôt ; de l'autre, les très riches et les sociétés transnationales y échappent. Le problème n'est pas de produire la richesse, mais sa redistribution équitable est la clef de voûte du système à mettre en place.

Nous disons NON au Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et nous demandons une consultation populaire sur le sujet.

Démocrate. Nous pensons que celles et ceux qui s'opposent aux politiques actuelles doivent formuler une alternative démocratique afin de barrer la route à l'extrême droite, aux nationalismes, aux replis communautaires et identitaires. C'est une question de salut public.

L'économie doit être au service de l'Homme et non l'inverse. Or, les gouvernements sont aux ordres des marchés et les parlements soumis aux gouvernements et aux partis. L'équilibre des pouvoirs est rompu. C'est inadmissible en démocratie. Pour changer les politiques, il faut changer la politique : nous prônons un changement de régime démocratique, qui replace le citoyen et le parlement au centre du débat démocratique, mette un terme à la partitocratie, dépolitise l'administration et remette le monde financier au service de l'économie réelle.



Secrétariat fédéral : Mme Royez Lucette +32(0)475/98.06.11

Site : <http://www.lemg.be> Courriel : seretariat@lemg.be



Citoyenne. La citoyenneté ne se borne pas à exercer son droit de vote tous les quatre ou cinq ans. Nous entendons valoriser la démocratie participative et appelons à un vaste mouvement de citoyens, prêts à se mobiliser à travers l'Europe contre les politiques menées. Il sera l'instrument essentiel des changements indispensables.

Laïque. Nous voulons un Etat neutre et actif. D'un côté, il doit veiller à la liberté et au respect des convictions philosophiques et religieuses. De l'autre, il doit garantir un vivre ensemble citoyen dans le cadre de l'état de droit. Contre les communautarismes et les replis identitaires, l'Etat doit mettre en avant ce qui unit non ce qui sépare. Il doit notamment contrôler que l'expression des convictions religieuses et philosophiques ne trouble pas l'ordre public et ne remette pas en cause l'égalité de tous et de toutes devant la loi.

Ecologique. L'écologie politique est l'avenir de l'économie, particulièrement en Europe où l'empreinte écologique est excessive et où les matières premières (au sens large du terme) sont rares. Nous pensons qu'un haut niveau d'exigence écologique protégera l'emploi chez nous pourvu qu'un protectionnisme adapté aux frontières de l'Union compense la concurrence déloyale du moins disant écologique, fiscal et social de certains partenaires commerciaux. Ce protectionnisme raisonné et la planification écologique nous permettront de renforcer l'industrie européenne.

Sociale. Nous souhaitons un Etat régulateur et protecteur. La puissance publique doit retrouver son rôle moteur dans la régulation des marchés. Nous disons aussi que la sécurité est globale. L'Etat doit bien sûr assurer aux citoyens la tranquillité publique (chacun doit pouvoir se promener sans crainte et les actes délictueux être sanctionnés), mais aussi la sécurité d'existence (droit au travail, à la santé, à la scolarité, au logement, à un revenu décent, etc.). La sécurité sociale a été acquise de haute lutte. Son détricotage témoigne des dérives identitaires et inégalitaires qui divisent la Belgique et l'Europe.

Les services publics sont indispensables pour réguler le marché et protéger le citoyen. Ils doivent disposer des moyens nécessaires. C'est possible moyennant une restructuration de l'impôt et la restauration de sa progressivité, de sorte que les très riches et les entreprises transnationales soient réellement mis à contribution (la Belgique est aujourd'hui un vrai paradis fiscal pour eux, mais un enfer pour l'immense majorité des Belges).

**Vous partagez le Manifeste du Mouvement de la gauche démocrate et citoyenne ?
Répondez à notre appel et rejoignez-nous.**



Secrétariat fédéral : Mme Royez Lucette +32(0)475/98.06.11

Site : <http://www.lemg.be> Courriel : seretariat@lemg.be

Développement de notre réflexion.

En 2008, la crise de l'immobilier américain et ses conséquences financières, économiques et sociales ont déferlé sur le monde. Beaucoup avaient espéré – nous en étions – qu'avec un peu de bon sens et d'honnêteté intellectuelle, cette crise allait forcément ramener la raison dans les échanges internationaux et provoquer une prise de conscience salutaire dans les milieux politiques et financiers.

Bref, l'espoir a été grand entre 2008 et 2010 que les uns et les autres admettent leurs erreurs et que des mesures soient rapidement prises aux niveaux européen et mondial pour réguler l'économie et obliger les milieux financiers à prendre en compte l'intérêt général. Concrètement, cela signifiait notamment de remettre les banques au service de l'Homme et de l'économie réelle. Espoir déçu...

Aujourd'hui, se sont envolées les illusions nées de la crise de 2008 et de la gigantesque raclée que les admirateurs de la mondialisation financière se sont alors pris. Les négociations avec le monde financier ne débouchent sur rien de sérieux. Dans le meilleur des cas, c'est trop peu, trop tard ! Il va falloir se retrousser les manches pour imposer une réforme en profondeur des institutions et des structures génératrices d'inégalités et d'injustices sociales. Ce sera un rude combat ! Ceux qui nous ont envoyé dans le mur en 2008 n'ont pas baissé pavillon. Les agences de notation, qui, bien qu'ayant vu venir les problèmes, n'ont rien dit, continuent aujourd'hui – comme si de rien n'était – à distribuer les bons et les mauvais points aux Etats. A chaque fois, les peuples trinquent...

Lutter contre la pensée unique revient aujourd'hui à dénoncer la pensée cynique !

En 2008, les Etats se sont massivement endettés pour sauver les banques du naufrage. Aujourd'hui, le monde de la finance a l'outrecuidance de dénoncer l'endettement public et exige des Etats qu'ils assainissent leurs budgets au plus vite. Il y a trois ans, les traders et leurs bonus rasaient les murs. Ils étaient montrés du doigt par les dirigeants politiques du monde entier. On allait voir ce qu'on allait voir. Eh bien, nous avons vu : la folie boursière a de nouveau ébranlé l'économie réelle et les traders n'ont jamais tant joué. Cela, pour ne pas parler des parachutes ou des bonus somptuaires accordés à des dirigeants qui nous ont menés au bord de l'abîme (et pour certains d'entre nous, en plein marasme) ou qui licencient à tour de bras.



Au sud et à l'est de la Méditerranée, des peuples luttent pour se libérer de l'oppression. Au nord, les Européens vivent sous la dictature des banques, d'experts, de traders, d'hedge funds et d'autres spéculateurs. Ce constat n'exonère en rien certains Etats européens de leur responsabilité dans la gestion de leurs finances publiques. Il est tout aussi indiscutable que la crise des banques en 2008 leur a porté un coup fatal. Tous niveaux de pouvoirs confondus, la dette de la Belgique a crû de 21,5 milliards d'euros en quelques semaines après la crise de l'immobilier américain et le renflouement des banques. C'est à peine moins que les 24 milliards que l'Europe nous impose d'économiser à l'horizon 2015 !

L'Europe est confrontée à la concurrence des pays émergents. Notre déclin n'est pas une fatalité. La montée en puissance de pays comme le Brésil, la Chine ou l'Inde est bien évidemment un défi, et aussi une bonne nouvelle, car elle annonce la sortie possible du sous-développement pour les deux tiers de l'humanité. Elle est pareillement une opportunité pour notre vieux continent d'entrer d'excellente façon dans le troisième millénaire. Ces pays peuvent en effet être nos partenaires dans un développement partagé et responsable, envers nous-mêmes et les générations futures.

La seule vraie condition pour que l'Europe s'en sorte par le haut est que nous ne nous comportions pas comme des naïfs suicidaires et que nous soyons capable de réagir adéquatement. Or, ce n'est absolument pas le cas aujourd'hui puisque les politiques mises en oeuvre au niveau européen et national sont à la fois antidémocratiques, antisociales, antiéconomiques et anti-écologiques. En clair, nous nous affaiblissons nous-mêmes volontairement au moment où nos concurrents se renforcent. Autant se tirer une balle dans le pied ! En ce moment, les dirigeants européens sont les pires ennemis des citoyens européens.

Chacun se rend en effet compte que nos dirigeants cumulent indifférence et incompetence. Sous prétexte d'assainir au plus vite les finances publiques, ils nous imposent ce qu'ils qualifient eux-mêmes de plus gigantesque effort demandé aux peuples européens depuis 1945. Dans le contexte actuel de guerre économique, ils font payer à tous ceux et celles qui travaillent ou voudraient le faire, une crise qui ne ressort pas de leur responsabilité. Cette injustice est inacceptable.

Par leurs politiques doctrinaires d'hyper-austérité, les dirigeants européens et les gouvernements des Etats membres infligent des souffrances d'autant plus insupportables qu'elles sont inutiles et même contre productives de leur propre point de vue. Nos dirigeants s'affichent comme les grands prêtres de la croissance, mais ils la tuent ! Ils plombent en effet la demande, étouffent les entreprises, déstructurent le tissu économique, entraînant de nombreuses faillites et des pertes de dizaines de milliers d'emplois.

En Belgique comme ailleurs, seule la tranche la plus riche de la population tire profit de ces politiques qui nous conduisent au désastre. Il faut en effet savoir que la croissance des inégalités et la captation des richesses par ceux qui sont déjà les mieux nantis sont un phénomène commun



Secrétariat fédéral : Mme Royez Lucette +32(0)475/98.06.11

Site : <http://www.lemg.be> Courriel : seretariat@lemg.be

aux pays européens. L'appétit venant en mangeant, ces gens veulent continuer à s'enrichir même si le modèle économique ultralibéral qui les a si bien servis pendant trois décennies s'est effondré en 2008. Un prédateur ne change pas de stratégie.

Nous objectons qu'une société qui ne sait quoi faire de ses aînés et n'offre à sa jeunesse que le chômage ou les petits boulots, est une société malade. A nos yeux, l'Europe va donc très mal.

Politiquement, économiquement et socialement, l'Europe va en effet droit dans le mur et nous entraîne dans sa folie autodestructrice. Il n'y a là rien d'inexorable, mais l'indignation ne suffira pas pour imposer d'autres politiques ! Ailleurs, dans le monde (les pays arabes, l'Amérique latine, le Myanmar (Birmanie), ...), les peuples se réveillent et demandent à être entendus et pris en considération. Le climat est au changement. Soyons réalistes, demandons l'impossible et faisons-le !

Il faut nous organiser et nous battre sur le terrain démocratique pour éviter qu'un jour, le rêve européen des pères fondateurs ne tourne au cauchemar et que le désastre économique et social qui se profile à l'échelle du continent si les politiques austéritaires sont maintenues. Agissons pour ne pas permettre à la pire des droites de tirer les marrons du feu comme elle a déjà si bien su le faire dans les années trente. En effet, elle a profité du discrédit dans lequel la démocratie parlementaire était tombée suite à la crise de 1929. A l'époque, les coupes claires décidées par les différents gouvernements dans les dépenses publiques ont entraîné en définitive l'accroissement du déficit de l'Etat et une explosion du chômage. Ne répétons pas les mêmes erreurs du passé.

Pour sortir de la pensée (encore) dominante et du politiquement correct, sans tomber dans la démagogie, nous disons une fois « NON » et neuf fois « OUI » :

« **NON** » aux prédicateurs du déclin et aux professionnels de la résignation, qui n'arrêtent pas de répéter qu'« il n'y a pas d'autre solution » que de souffrir ou de renoncer pour sauver notre modèle social, alors qu'ils n'ont d'autre but que de satisfaire les marchés financiers en imposant une triple régression démocratique, économique et sociale.

Pour ces motifs, nous refusons catégoriquement le Mécanisme européen de stabilité (MES) et la règle d'or budgétaire. Notons au passage que nombreux sont les pays européens (dont la Belgique) qui s'y soumettent sans véritable débat démocratique sur le fond.

1. « OUI » à l'espérance et à l'espoir

Nous affirmons qu'est encore parfaitement possible une Europe qui marche la tête haute et tient son rang dans le monde, à la fois résistante et refondatrice, maîtresse de son destin,

répondant efficacement aux défis qui lui sont lancés, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Cela, sans renier ses valeurs fondatrices de liberté, d'égalité et de solidarité, dans le respect et la promotion des droits inaliénables, exprimés dans la Charte des droits fondamentaux et, bien plus largement, dans la Charte universelle des droits de l'Homme de 1948 et dans les pactes, protocoles et instruments internationaux qui en découlent.

2. « OUI » à la démocratie et à une économie au service de l'Homme

En fait, les deux questions sont intimement liées. Nous voulons vivre dans un régime démocratique et non sous le règne des technocrates et des experts. Il se trouve que les gouvernements (et plus généralement le monde politique) perdent peu à peu leur crédit et bientôt leur légitimité dans des tranches de plus en plus larges de la population. D'une part, parce qu'ils se soumettent aux diktats des intérêts financiers et instaurent un modèle économique qui ne bénéficie qu'à quelques-uns. Et d'autre part, ils ont permis la mise en place de sociétés transnationales à ce point puissantes qu'elles narguent leur autorité et s'organisent pour se placer au-dessus des lois.

Enfin, il est constaté la tendance à substituer des « politiques » à la tête des gouvernements (Grèce, Italie, ...) par des « technocrates », les « nouveaux maîtres du monde », qui sont tous issus des grandes institutions bancaires ou financières (Goldman Sachs, FMI, ...).

Bref, nous subissons aujourd'hui en Europe le contraire de ce qui devrait se passer dans une démocratie digne de ce nom, où le dernier mot reste au peuple souverain au travers de ses représentants élus. Le modèle de société que nous souhaitons doit être défini en commun, notamment, à travers les politiques économiques et sociales.

En d'autres mots, le politique doit fixer le cadre socioéconomique et non l'inverse. C'est pourquoi nous voulons opposer une révolution démocratique au règne de « ceux qui savent » et qui nous expliquent avec dédain depuis trente ans que nous n'y comprenons rien et qu'il n'y a qu'un modèle économique possible (celui qu'ils prônent). Pour remettre l'économie au service de l'Homme, il faut donc revigorer la démocratie en restaurant le rôle central de l'institution parlementaire et en luttant contre la mainmise excessive des partis politiques sur la vie politique tout en privilégiant la participation citoyenne.

3. « OUI » à l'écologie politique, économique, sociale et régulatrice

Le défi écologique peut et doit être le vecteur par excellence de notre développement. Cela est indispensable, d'une manière générale, dans un monde fini où les ressources sont en voie d'épuisement et, plus particulièrement, dans une Europe où l'empreinte écologique est excessive, les écosystèmes particulièrement menacés et les matières premières (au sens large du terme) rares et devant donc être utilisées avec d'autant plus de parcimonie.

Autrement dit, l'écologie est l'avenir de notre économie. Il n'y a pas à revenir là-dessus. Mais cela ne suffit pas. La réponse écologique doit se compléter et intégrer pleinement la question sociale et la régulation des marchés, car :

- on ne peut exiger de celui qui manque du nécessaire qu'il s'inquiète de la biodiversité ou du climat,
- le libre marché ne concourt pas naturellement à la prise en compte de pareilles préoccupations s'il est fondé sur une concurrence libre et donc faussée.

4. « OUI » à un autre mode d'évaluation de l'économie

L'idée même de croissance et la définition de ses paramètres doivent être complètement redéfinies à partir de nouveaux indicateurs de développement. Au-delà du concept de développement durable (galvaudé au point que l'empreinte écologique de l'humanité sur la planète est passée de 10% en 1992 à 30% en 2005), il nous faut mettre en place une économie vraiment durable, qui :

- intègre pleinement les idées de bien-être et d'égalité (indices de développement humain et de Gini),
- pénalise financièrement le non respect de la Déclaration de l'Organisation internationale du travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail,
- intègre dans le prix de revient des produits les coûts environnementaux et de transport.

Soyons clairs ! Il ne s'agit pas de créer une cause supplémentaire d'augmentation des prix et de réduction du pouvoir d'achat, mais de relocaliser les entreprises et plus largement l'activité économique en privilégiant les ressources endogènes et les circuits courts plutôt qu'une mondialisation dévoyée, entre autres fondée sur le moins disant fiscal et social. Nous plaidons donc pour une révision des traités européens et des accords internationaux.

Nous demandons notamment :

- un protectionnisme raisonné aux frontières de l'Union, notamment vis-à-vis de nos partenaires qui nous livrent une concurrence déloyale ;
- la révision des textes instaurant et régissant le marché unique de façon à mettre un terme à la triple concurrence économique, fiscale et sociale à laquelle se livrent les Etats membres de l'Union européenne ;
- l'instauration d'un « serpent européen des balances commerciales », inspiré du « serpent monétaire » en vigueur à la fin des années 1970. Les excédents commerciaux excessifs que l'Allemagne génère dans ses échanges intra-européens appauvrissent les autres Etats membres de l'Union. Pour pallier l'absence d'un véritable mécanisme fédéral de redistribution à l'échelle européenne, nous proposons de sanctionner tant les Etats qui sortent « par le haut » (en raison de l'excédent excessif de leur balance commerciale) des limites fixées par le « serpent commercial » que ceux qui en sortent « par le bas » (vu le déficit interpellant de leur balance commerciale) ;
- la non prise en compte des dépenses publiques d'investissement (infrastructures, santé, enseignement, recherche,...) dans le calcul des déficits publics.
- La conclusion d'un Traité social européen (incluant notamment l'obligation d'un salaire et d'un revenu minimum garanti) afin de lutter contre le dumping social et environnemental.

Nous sommes conscients que rien ne sera possible sans la réhabilitation de l'autorité publique.

5. « OUI » au retour de l'Etat et des services publics

Après trois décennies de replis et d'abandons qui ont eu parfois pour conséquence de remplacer un monopole public par un monopole privé ou de privatiser des secteurs d'activité qui n'auraient jamais dû l'être, la puissance publique doit renouer avec son rôle moteur et régulateur dans l'économie.

6. « OUI » à la laïcité active de l'Etat et à la loi commune

Il est grand temps que le politique se positionne clairement sur la question du vivre ensemble. Contre un communautarisme exacerbé qui isole chacun dans son coin, son quartier ou son groupe sans fréquenter l'autre, nous voulons une société qui repose sur l'universalité des droits et un fond partagé de valeurs communes de liberté, d'égalité, de tolérance, de citoyenneté et de démocratie.

Par définition, la citoyenneté s'oppose à la « mitoyenneté » qui caractérise les sociétés fragmentées, dans lesquelles ce qui divise l'emporte sur ce qui unit. Ce repli identitaire que nous

refusons a, pour partie, des causes sociales et économiques qu'il faut d'abord régler afin de protéger des biens qui nous sont communs : la neutralité active de l'Etat et l'homogénéité des droits et devoirs caractérisant une authentique citoyenneté.

7. « OUI » à l'Etat sécurisant, qui prend simultanément à bras-le-corps la tranquillité publique et la sécurité d'existence

Ces deux aspects de la sécurité au sens large du terme sont à nos yeux inséparables, car l'insécurité d'existence finit par engendrer l'insécurité publique au travers de la délinquance.

Les femmes et les hommes de progrès doivent cesser de laisser les questions de tranquillité publique aux conservateurs, à la droite réactionnaire ou aux néofascistes. Chacun doit pouvoir se promener sans crainte dans la rue. De plus, les faits délictueux sont inacceptables et doivent être sanctionnés en conséquence. Autrement dit,

- nous ne pouvons nous borner à mettre seulement en avant les causes économiques et sociales (bien réelles) qui génèrent ces actes ;
- nous devons comprendre que ce discours est insuffisant et souvent inaudible pour les gens qui ont peur et pour les victimes de comportements pénalement répréhensibles.

C'est en intégrant cette réalité du besoin de sécurité physique que les démocrates et les progressistes que nous sommes pourront contrer le plus efficacement ceux qui surfent sur le sentiment d'insécurité et prônent un modèle ultra-sécuritaire pour masquer leur désintérêt du champ social. C'est aussi pour cette raison que nous croyons qu'il n'y aura pas de solution durable à cette question sans investissement massif dans la prévention, dans les quartiers de nos grandes villes laissés à l'abandon ou encore dans les moyens accordés à la justice.

Souvent qualifiés d'irréalistes par la droite et dans les milieux ultralibéraux parce qu'ils ne se décrètent pas, les droits sociaux et économiques (droit au travail, à la santé, à la scolarité, au logement, à un revenu décent, etc.) sont pourtant bien réels pour ceux et celles qui n'en bénéficient pas, craignent de les perdre ou sont victimes d'un accident de la vie. Ils sont constitutifs de la sécurité d'existence, à laquelle chacun aspire légitimement.

De ce point de vue, nous devons nous souvenir sans cesse que la sécurité sociale a été acquise de haute lutte. En outre, elle est aujourd'hui un symbole de la solidarité nationale entre les citoyens. Au même titre que le débat biaisé sur la prolongation de l'âge de la retraite, son détricotage progressif (sous prétexte de la moderniser) est révélateur des dérives identitaires et inégalitaires qui divisent la Belgique.

Nous reconnaissons bien volontiers que la richesse que nous voulons redistribuer autrement doit être d'abord produite, mais nous affirmons avec force que les moyens de financer

la sécurité sociale ne manquent que parce que le monde politique belge a décidé d'affecter l'argent pourtant disponible à d'autres fins et qu'il a accepté de faire du pays, d'une part, un enfer fiscal pour la classe moyenne et les PME, d'autre part, un paradis fiscal pour les étrangers les plus riches (notamment français) et où les multinationales, comme les milliardaires, paient moins de mille euros d'impôt grâce à des mécanismes d'ingénierie fiscale tout à fait légalisés.

Il ne convient plus en effet de mesurer la croissance des inégalités en comparant les revenus des 10% les plus riches et des 10% les plus pauvres, mais entre le 1% le plus riche et les 99% d'autres, pour comprendre ce qui se passe dans notre pays et en Europe.

Loin d'être une question technocratique, le financement de la sécurité sociale et des retraites est avant tout un débat fondamental de haute politique sur la société que nous voulons pour nous-mêmes et nos enfants. Celle-ci dépend en effet très largement de la structure et de la progressivité de l'impôt, plus généralement de la façon de redistribuer la richesse produite annuellement dans le pays.

8. « OUI » à un vaste mouvement citoyen

Ces combats, nous entendons les mener sur tous les fronts politiques et institutionnels en même temps : régional, fédéral et européen. Pour ce faire, nous devons non seulement convaincre nos concitoyens de la pertinence de nos positions, mais aussi trouver des alliés et des partenaires en Belgique et dans les différents Etats membres de l'Union européenne. Il nous faut unir nos forces, car un vaste mouvement citoyen à l'échelle du continent est le bras de levier qui nous permettra de changer la politique pour changer les politiques.

Ce vaste mouvement citoyen doit être résolument en phase avec les soulèvements et les changements sociaux qui se produisent aujourd'hui dans le monde.

9. « OUI » à un monde meilleur

Ce monde meilleur est possible si nous le voulons. Notre objectif est simple : nous ambitionnons de léguer à nos enfants et à nos petits-enfants une société meilleure et plus juste que celle dans laquelle nous vivons.

Notre combat commence ici et maintenant ... avec vous !